

capacité pour se concentrer uniquement sur la question de l'offre, au détriment du revenu réel et du niveau de vie réel des Canadiens.

● (1530)

Cela ne veut pas dire qu'il suffirait d'une simple réduction d'impôt ou d'un crédit d'impôt de vie chère pour régler tous les problèmes. Je conteste la théorie selon laquelle il suffirait d'appliquer maintenant un dégrèvement fiscal du genre de celui accordé par Kennedy en 1962 et 1963 ou encore les politiques qui ont été si fructueuses, entre 1945 et 1965, pour stimuler les économies occidentales.

Il est clair que nous connaissons une situation nouvelle qui comporte réellement de graves problèmes d'approvisionnement. Nous vivons à une époque où l'énergie à bon marché n'est plus qu'un souvenir; en fait, nous amorçons les 30, 40 ou 50 dernières années de l'ère des hydrocarbures. Il nous faut concevoir de nouvelles stratégies si nous voulons pouvoir résister à la concurrence internationale accrue dans l'industrie de l'automobile—le député de Hamilton Mountain (M. Deans) va y revenir—et dans celles de l'acier, des textiles et de la pétrochimie. Nous devons concevoir des stratégies et adopter des orientations générales qui consistent avant tout à investir dans ces secteurs et à planifier ces activités longtemps à l'avance.

Il est totalement faux de dire que nous accusons le gouvernement de promouvoir un accroissement de ses dépenses à seule fin de maintenir le pouvoir d'achat des consommateurs. Cela ne correspond aucunement à la stratégie industrielle que nous prônons depuis cinq ans et cela ne tient pas compte de la nécessité, que nous reconnaissons, de protéger les intérêts de toutes les régions du pays dans la conception de cette stratégie industrielle et dans la planification de notre avenir. Il est essentiel que les Canadiens se rendent compte qu'on ne peut dissocier ces deux choses. On ne peut pas décider d'accroître nos approvisionnements sans se soucier de leur provenance.

A titre d'exemple, si la valeur du dollar augmente, et si nous nous contentons d'encourager la demande, cela aura de graves répercussions sur notre balance des paiements et les Canadiens remplaceront par des produits étrangers les biens actuellement produits dans notre pays. Cela nous posera de sérieuses difficultés. En revanche, si nous dosons bien nos programmes politiques et que nous commençons tout d'abord, par remplacer les importations—incidemment, la première donc qu'il convient de remplacer est l'importation des doctrines néo-conservatrices—on pourra songer à augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs. Mais auparavant, nous devons nous assurer que toute mesure en ce sens s'harmonise avec des programmes d'investissement adéquats tant du côté du gouvernement que du monde des affaires pour que nos concitoyens puissent acheter des produits canadiens. Je voudrais illustrer mon propos par un exemple, soit le sort tragique de la multitude des travailleurs de l'automobile qui ont été mis au chômage et qui ont perdu leur gagne-pain acquis deux ou trois ans. Les industriels de l'automobile ont trouvé un slogan: «Achetez les voitures que vos voisins ont aidé à construire». Les Canadiens aimeraient certainement pouvoir acheter une voiture que leurs voisins ont aidé à construire, mais l'ennui c'est que pas un Canadien ne travaille sur les chaînes de montage des petites voitures économiques qui seront mises sur le marché au cours des années 1980. Or, ce sont ces voitures qui vont se vendre.

### *Impôt sur le revenu—Loi*

C'est parce que les gouvernements ont accepté depuis des décennies les projets et les stratégies d'investissement des trois ou quatre grands fabricants d'automobiles qui ont toujours été enchantés de fabriquer ce qu'on voulait au Canada. Les gouvernements n'ont jamais exercé de surveillance sur leurs projets et leurs stratégies d'investissement à long terme. Il faut bien le dire. On ne peut dissocier les décisions concernant l'offre, les investissements, qui produit quoi et où au Canada, du fait que le niveau de vie des Canadiens a beaucoup baissé. A mon avis, le gouvernement se fourvoie lorsqu'il dit que nous allons accroître l'offre, quitte à ce que le niveau de vie réel des Canadiens en souffre, mais je crains hélas! que ce ne soit là la voie qu'il emprunte.

Lorsqu'il a répondu à mes questions aujourd'hui, le ministre a dit que le gouvernement n'avait pas l'intention de créer une armée de chômeurs et qu'il s'opposait à ce qu'on caractérise ainsi sa politique. Personne n'éprouve de joie à rappeler de tristes vérités. Je me souviens des déclarations que le gouverneur Bouey a faites au comité, à la radio, devant les membres de l'Empire Club et devant ceux d'autres associations démocratiques dont peuvent faire partie les gens ordinaires. Il parle toujours de «ralentissement» de l'économie. Il ne parle jamais de chômage ou de chômeurs. Il ne parle jamais du fait qu'il y aura des dizaines et des centaines de milliers de gens sans travail qui n'ont pas les moyens de s'unir avec leurs concitoyens pour produire quelque chose ou mener une vie utile. Il ne parle pas du fait que lorsqu'ils n'ont plus le sentiment de faire quelque chose d'utile, les gens deviennent blasés et abattus. Il ne parle pas de cela, il parle de «ralentissement». Le gouverneur Bouey est un être humain qui se refuse à croire que les mesures gouvernementales ont de très pénibles répercussions sur les gens et sont la cause d'angoisse et de problèmes humains. Il n'est pas possible de fonctionner dans ce genre de monde, aussi appelons-nous les choses autrement: nous inventons des termes neutres pour désigner un terrible problème. Les bureaucrates y passent le plus clair de leur temps. Ils parlent un langage qui n'a aucun rapport avec la réalité, sociale ou économique.

Voilà pourquoi je pense qu'on est en train aujourd'hui de créer une armée de chômeurs. Le gouvernement conscrit les gens, mais il le fait sur une base bien inégale. A cause des restrictions actuelles sur la demande dans notre économie, quelqu'un qui vit dans l'est ou dans le nord du Canada, s'il est sans qualifications professionnelles, de sexe féminin ou autochtone, a beaucoup plus de chances de rejoindre les rangs de l'armée des chômeurs. Nous devons nous poser deux questions au sujet de notre lutte contre l'inflation. Tout d'abord, nous devons nous demander si elle est juste; la réponse est non à cause de l'inéquité de la politique adoptée. Nous devons aussi nous demander si elle nous donne de bons résultats, et la réponse est encore non. Elle est futile. La politique du gouvernement, peu importe la façon dont on la présente, consiste à restreindre à la fois la demande au niveau des dépenses de l'État et au niveau de la consommation, tout en espérant qu'elle aura pour effet de réduire l'inflation. Cette politique avait déjà été suivie par le passé par le gouvernement du premier ministre (M. Trudeau) ainsi que par l'honorable chef de l'opposition (M. Clark) lorsqu'il était premier ministre. Il n'y a aucune différence. C'est exactement la même politique. Il ne s'est pas produit le moindre écart par rapport à la